

Ecole Pratique des Hautes Etudes (EPHE)

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2023)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2023)

Aux Membres du Conseil d'administration
Ecole Pratique des Hautes Etudes (EPHE)
14, rue Ferrus
75014 Paris

Mesdames, Messieurs,

Opinion avec réserves

En exécution de la mission qui nous a été confiée par délibération du Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (EPHE) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous les réserves décrites dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserves

Motivation des réserves

Les subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques sont comptabilisées pour un montant de 5 099 k€ dans les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023. La direction de l'établissement n'a pas été en mesure de nous fournir la documentation permettant de justifier la comptabilisation de ce produit. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'exhaustivité, l'existence et l'exactitude de ce solde comptable.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Au 31 décembre 2023, les ventes de biens et prestations de services comprennent un montant de 1 249 k€ correspondant à la mise à disposition de personnel facturé. L'établissement n'a pas été en mesure de nous fournir les éléments probants permettant de justifier de la comptabilisation de ces produits. Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de nous prononcer sur l'exhaustivité, l'existence et l'exactitude de ce poste comptable.

La provision pour congés payés est comptabilisée en dettes fiscales et sociales pour 35 K€ au 31 décembre 2023. L'établissement n'a pas été en mesure de nous fournir la documentation permettant de justifier ce poste. Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de nous prononcer sur l'exhaustivité, l'existence et l'exactitude de ce solde comptable.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre les points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A l'exception de l'incidence éventuelle des points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'administration, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance des données budgétaires avec les comptes annuels.

Responsabilités de l'ordonnateur, de l'agent comptable et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à l'agent comptable en relation avec l'ordonnateur, d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, ainsi qu'à l'ordonnateur et l'agent comptable de mettre en place les dispositifs de contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation et à l'agent comptable de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'ordonnateur et l'Agent comptable.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 24 avril 2024

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

FLORENCE PESTIE Signature numérique de
FLORENCE PESTIE
Date : 2024.04.24 16:37:39 +02'00'

Florence Pestie

BILAN - Partie ACTIF				
ACTIF	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	MONTANT NET	TOTAUX ex 2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	642 617,16	584 154,55	58 462,61	98 376,39
Immobilisations corporelles	18 948 183,31	7 979 156,62	10 969 026,69	11 707 653,72
Terrains	1 916 604,04	1 072,94	1 915 531,10	1 915 879,71
Constructions	9 086 191,77	2 739 299,40	6 346 892,37	7 262 698,77
Installations techniques, matériels, et outillages	3 714 050,22	2 031 412,66	1 682 637,56	1 778 795,46
Collections	0,00	0,00	0,00	17 773,20
Biens historiques et culturels	356 697,70	346 153,25	10 544,45	0,00
Autres immobilisations corporelles	3 232 477,29	2 861 218,37	371 258,92	433 352,75
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	563 430,06	0,00	563 430,06	152 990,20
Avances et acomptes sur commandes	78 732,23		78 732,23	146 163,63
Immobilisations grevées de droits	0,00		0,00	0,00
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	180,00	0,00	180,00	1 290,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	19 590 980,47	8 563 311,17	11 027 669,30	11 807 320,11
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	6 475 534,68	0,00	6 475 534,68	5 763 479,30
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la commission européenne	383 535,43		383 535,43	396 758,66
Créances clients et comptes rattachés	5 972 091,84	0,00	5 972 091,84	5 270 474,77
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00		0,00	0,00
Avances et acomptes versés sur commandes	26 210,91		26 210,91	23 370,93
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00		0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs	93 696,50	0,00	93 696,50	72 874,94
Charges constatées d'avance (dont prime de remboursement des emprunts)	228 204,84		228 204,84	248 202,91
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	6 703 739,52	0,00	6 703 739,52	6 011 682,21
TRESORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	10 649 497,51		10 649 497,51	9 149 906,50
Autres	0,00		0,00	0,00
TOTAL TRESORERIE	10 649 497,51	0,00	10 649 497,51	9 149 906,50
Comptes de régularisation	0,00		0,00	0,00
Ecarts de conversion Actif	0,00		0,00	0,00
TOTAL GENERAL	36 944 217,50	8 563 311,17	28 380 906,33	26 968 908,82

BILAN - Partie PASSIF

PASSIF	MONTANT	TOTAUX EX.2022
FONDS PROPRES		
Financements reçus	9 929 236,24	10 565 435,45
Financement de l'actif par l'Etat	1 180 822,02	1 118 774,79
Financement de l'actif par des tiers	8 748 414,22	9 446 660,66
Fonds propres des fondations	0,00	0,00
Ecart de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	7 324 591,13	7 426 145,61
Report à nouveau	-324 862,31	102 146,17
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-1 439 443,94	-473 788,96
Provisions réglementées	0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES	15 489 521,12	17 619 938,27
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	0,00	150 000,00
Provisions pour charges	262 732,00	334 307,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	262 732,00	484 307,00
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00
Dettes financières et autres emprunts	493,90	493,90
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	493,90	493,90
DETTES NON FINANCIERES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	886 233,50	408 723,00
Dettes fiscales et sociales	105 252,89	239 575,18
Avances et acomptes reçus	11 220 132,47	7 242 176,98
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intérêt)	76 581,38	0,00
Autres dettes non financières	339 959,07	863 650,58
Produits constatés d'avance	0,00	110 043,91
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	12 628 159,31	8 864 169,65
TRESORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	0,00	0,00
TOTAL TRESORERIE	0,00	0,00
Comptes de régularisation	0,00	0,00
Ecart de conversion Passif	0,00	0,00
TOTAL GENERAL	28 380 906,33	26 968 908,82

COMPTE DE RESULTAT 2023 AGREGÉ

CHARGES

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2023	2022
Achats	42 022,65	11 379,32
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	5 651 274,91	5 421 602,34
Charges de personnel		
<i>Salaires, traitements et rémunérations diverses</i>	22 859 524,87	21 557 870,71
<i>Charges Sociales</i>	14 966 051,34	14 126 976,32
<i>Intéressement et participation</i>		
<i>Autres charges de personnel</i>	241 543,17	267 768,27
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	1 041 316,99	860 253,78
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	1 748 364,49	1 655 383,79
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	46 550 098,42	43 901 234,53
CHARGES D'INTERVENTION	2023	2022
Dispositif d'intervention pour compte propre		
<i>Transfert aux ménages</i>	82 696,64	212 547,20
<i>Transferts aux entreprises</i>	48 558,20	57 347,40
<i>Transferts aux collectivités territoriales</i>	-	-
<i>Transferts aux autres entités</i>	605 553,47	1 052 217,29
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme		
Dotations aux provisions et dépréciations	-	-
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	736 808,31	1 322 111,89
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)	-	-
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	47 286 906,73	45 223 346,42
CHARGES FINANCIERES	2023	2022
Charges d'intérêt	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Pertes de change	450,70	
Autres charges financières	-	-
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	-	-
TOTAL CHARGES FINANCIERES	450,70	-
Impôt sur les sociétés	-	-
TOTAL CHARGES	47 287 357,43	45 223 346,42
<i>RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
TOTAL GENERAL	47 287 357,43	45 223 346,42

PRODUITS

PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	2023	2022
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)		
Subventions pour charges de service public	36 197 067,00	34 852 809,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	5 098 710,57	5 905 501,08
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	-	-
Dons et legs	89 420,00	973 077,60
Produits de la fiscalité affectée	-	58 411,03
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)		
Ventes de biens ou prestations de services	2 266 824,19	1 303 568,73
Produits de cessions d'éléments d'actif	-	-
Autres produits de gestion	532 697,18	538 658,45
Production stockée et immobilisée	-	-
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	-	-
Autres produits		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	484 307,00	10 000,00
Reprises du financement rattaché à un actif	1 170 507,54	1 107 531,57
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	-	-
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	45 839 533,48	44 749 557,46
PRODUITS FINANCIERS	2023	2022
Produits des participations et des prêts	-	-
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	-	-
Intérêts sur créances non immobilisées	-	-
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Gains de change	-	-
Autres produits financiers	-	-
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	8 380,01	-
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	8 380,01	-
TOTAL PRODUITS	45 847 913,49	44 749 557,46
RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)	1 439 443,94	473 788,96
TOTAL GENERAL	47 287 357,43	45 223 346,42



COMPTE FINANCIER 2023

ANNEXE COMPTABLE



TABLE DES MATIERES

Préambule

- I. Événements majeurs de l'exercice 2023
- II. Principes, règles et méthodes comptables
- III. Postes du bilan
- IV. Détails sur le déficit au compte de résultat
- V. Événements postérieurs à la clôture
- VI. Tableaux complémentaires et page des signatures

Préambule

La présente annexe a pour finalité d'améliorer la qualité comptable et la transparence de l'information financière.

Avec le bilan et le compte de résultat, l'annexe forme un tout indissociable : les « comptes annuels », qui sont extraits du compte financier dont le contenu est défini dans le décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP). Ces comptes sont établis selon les principes établis par le Recueil des Normes Comptables des Etablissements Publics.

Le décret GBCP, texte fondamental, édicte notamment le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables ainsi que celui de la responsabilité des comptables publics (précisé dans l'article 60 de loi de Finances du 23 février 1963). Les universités font partie d'une catégorie d'établissements publics instituée par la loi n°84-52 du 26 janvier 1984 : les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP).

La loi n°2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités (loi LRU) a modifié le Code de l'éducation et a prévu des responsabilités nouvelles pour les établissements d'enseignement supérieur, en matière budgétaire, de gestion des ressources humaines et de suivi de la masse salariale. Le décret n°2008-618 du 27 juin 2008 a défini les règles budgétaires et financières applicables aux EPSCP bénéficiant des responsabilités et compétences élargies (RCE).

I. Événements majeurs de l'exercice 2023

- Le résultat comptable 2023 de l'établissement s'établit par un déficit de 1 439 443,94€, soit le deuxième déficit consécutif après celui de 2022 qui s'établissait à - 474 000 €, soit une hausse de 203%.
- Une partie de ce déficit est constitué du résultat enregistré au budget annexe (écomusée Fare Natura ouvert en 2021) à hauteur de - 264 K€. Il s'agit d'une amélioration conséquente de la situation comptable de l'écomusée par rapport à son déficit comptable enregistré en 2022 à - 325 K€.
- Par suite de la perte comptable enregistrée en 2022 de -474 K€, le Conseil d'administration de l'EPHE a adopté par délibération du 10 juillet 2023, après avis préalable du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, des mesures visant à rétablir des conditions de retour à l'équilibre.
- Les mesures annoncées ont été appliquées, notamment le gel pour un an des postes d'Enseignants chercheurs libérés, l'abandon du partenariat avec l'établissement Sainte-Barbe (impact à compter de 2024) ou la réduction des coûts de fonctionnement de l'écomusée « Te Fare Natura (-43 K€), budget annexe de l'EPHE.
- Les raisons conjoncturelles qui expliquent la persistance ; malgré tout ; du déficit en 2023 seront développées en partie IV.

II. Principes, règles et méthodes comptables

Ces derniers n'ont pas fait l'objet de modifications, à l'exception du mode de comptabilisation des contrats de recherche :

- A compter de l'exercice 2023 les mouvements sur les contrats de recherche (lignes 08 CRE pour le suivi budgétaire) sont enregistrés sur une nomenclature déclinée par financeurs et non plus par projets.
- En conséquence, si les déclinaisons des comptes 4419x sont moins nombreuses, le suivi des opérations proprement s'en trouve complexifié.

III. Postes du bilan

III.1 Actif immobilisé

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, droits et taxes non récupérables et, le cas échéant, frais de livraison et de mise en service). L'amortissement est linéaire au prorata temporis, à compter de la date de mise en service de l'immobilisation.

Les durées s'appliquant aux biens acquis en 2023 sont les suivantes, en application de la délibération du 9 décembre 2021:

203 « frais de recherche et de développement » : 5 ans

205 « licences, logiciels, valeurs similaires » : 5 ans

208 « autres immobilisations incorporelles » : 5 ans

212 « agencements et aménagements de terrain » : 10 ans

2131 « bâtiments » : 30 ans

2135 « installations générales, agencements, aménagements » : 10 ans

2141 « bâtiments sur sol d'autrui » : 30 ans

2145 « installations générales, agencements, aménagements » : 10 ans

215 « installations techniques, matériel et outillage » : 10 ans

2181 « installations générales, agencements, aménagements » : 5 ans

2182 « matériel de transport » : 5 ans

21831 « matériel de bureau » : 5 ans

21832 « matériel informatique » : 3 ans

2184 « mobilier » : 10 ans

2188 « matériels divers » : 5 ans

A lui seul, l'amortissement du bâtiment du Fare Natura s'élève à 867 K€ pour 2023 mais il est contrebalancé par une reprise en résultat du financement initial qui s'effectue au même rythme que l'amortissement concerné, ce qui en neutralise l'impact au bilan et au résultat.

-

III.2 Passif

Pour un actif amortissable, la reprise en compte de résultat du financement perçu par l'EPHE pour le financer est effectuée sur la

même durée et au même rythme que l'amortissement de l'actif concerné (Cf. Avis du CNoCP du 8 décembre 2011).

Ainsi, les reprises des financements d'actifs, en contrepartie du compte 7813 (créditeur au résultat) s'élèvent à 1 170 K € en 2023 dont 868 K € au titre de l'écomusée.

La provision de 150 000 € constituée en 2022 en prévision du paiement des factures non parvenues liées aux charges 2019 à 2022 du bâtiment Raspail a été complètement reprise en 2023 suite à la réception des factures pour 100 000 € et non utilisation pour 50 000 €.

IV Compte de résultat

Le déficit comptable de l'établissement s'établit en 2023 à 1 439 443,94 € qui se décompose comme suit :

-1 174 760,65 € sur le budget principal.

-264 683,29 € sur le budget annexe (écomusée Te Fare Natura) qui est amélioration de 18,5 % par rapport à 2022.

Malgré les mesures prises par l'EPHE pour réduire le déficit comptable constaté en 2022 (-474 000 €), le résultat comptable a continué à se dégrader du fait d'une croissance plus importante des charges que celle des produits.

IV.1 Produits

Concernant les produits, leur augmentation se poursuit (+ 2.45% en 2023) mais avec un ralentissement comparé à l'augmentation de + 7.16 % constaté en 2022

Entre 2022 et 2023, ils sont passés en montant brut de 44 749 557,46 € à 45 847 913,49€.

On observe que ce ralentissement est dû à la stabilisation des produits issus des subventions hors SCSP et à un tassement des produits comptabilisés en frais de gestion dus à l'EPHE du fait d'une baisse des dépenses justifiées sur les contrats de recherche (- 50 000 € par rapport à l'activité 2022).

A noter toutefois la forte augmentation (+73%) des produits directement issus des activités de l'Ecole.

Ceci est dû à un rattrapage sur le titrage des mises à disposition du personnel suite au retard de traitement pris en 2022.

IV 2 Charges

L'augmentation des charges a été en 2023 plus importante en valeur absolue que celle des produits :

Charges : + 2 064 022,01€

Produits : + 1 098 356,03€

Les charges ont augmenté de 4, 56% en 2023, à comparer à une augmentation de 11,30 % en 2022.

On constate que les deux principales augmentations sont concentrées sur le bâtiminaire et les rémunérations du personnel, et ce malgré les mesures prises dans le cadre du plan de retour à l'équilibre.

Sur le bâtiminaire, une augmentation de 28 % est constatée sur les seules charges locatives, pour l'essentiel concentrées sur la participation au campus Condorcet (+160 000 €) et le loyer sur Ferrus (+50 000 €). Les variations sur ce poste sont difficiles à inscrire au budget du fait du décalage pouvant aller d'un à deux ans entre l'effectivité des surcoûts liés à l'inflation et sa prise en compte dans les loyers facturés.

L'augmentation la plus forte est cependant constatée sur les charges de personnel.

La décision de relèvement du point d'indice a entraîné à elle seule une augmentation de 1 M€ de la masse salariale.

Les augmentations réglementaires de la C1 (+130 000 €), des PRES et PES (+30 000 €) et de la prime d'encadrement du dernier trimestre 2022 décalée sur 2023 (+88 000 €) viennent porter l'impact global (RH + Bâtiment) des mesures conjoncturelles à -1 460 000 € sur le résultat, soit le montant du déficit comptable de l'établissement.

V Événements postérieurs à la clôture

La clôture de l'exercice 2023 a été compliquée par le départ quasi-simultané des trois agents jusqu'alors dédiés à cette tâche.

Par ailleurs, avec une vacance de poste inédite à partir du 1^{er} janvier 2024 (un quart d'effectif en moins), la Direction des services financiers a été

confrontée à des difficultés pour assurer ses missions quotidiennes dans des délais raisonnables.

Conclusion

Les mesures prises en 2023 pour répondre au déficit comptable constaté en 2022 n'ont pas suffi à rétablir l'équilibre du fait de l'impact conjoncturel des mesures réglementaires portant sur les rémunérations des fonctionnaires et sur les revalorisations des charges locatives sur les deux principaux sites occupés par l'école (Ferrus et Condorcet).

VI Tableaux complémentaires et page des signatures

Bilan

Compte de résultat

Tableau 1 : tableau des provisions

Tableau 2 : tableau des dépréciations

Tableau 3 : tableaux des variations de stocks

Tableau 4 : tableaux des immobilisations

Tableau 5 : tableaux des amortissements

Tableau 6 : tableaux des financements de l'actif

Tableau 7 : tableaux des filiales et des participations

Tableau 8 : tableaux des créances

Tableau 9 : tableaux des dettes

1. Tableau des Provisions

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissement (participation des salariés)					
Provisions pour hausse de prix					
Provisions réglementées relatives aux autres éléments de l'actif					
Amortissements dérogatoires					
Provision spéciale de réévaluation					
Plus-values réinvesties (assimilées à des amortissements dérogatoires)					
Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges	0,00	100 000,00	100 000,00		0,00
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour pertes sur contrat	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour risques d'emploi					
Autres provisions pour risques	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour charges					
Provisions pour pensions obligatoires similaires	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour impôts	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour renouvellement des immobilisations (établissement concessionnaire)					
Provisions pour travaux à répartir					
Provisions pour gros entretien ou grandes révisions	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour remises en état	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour CET	334 307,00	262 732,00	0,00	334 307,00	262 732,00
Provisions pour CET - Charges sociales et fiscales	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement	0,00	0,00	0,00		0,00
Autres provisions pour charges	150 000,00	100 000,00	0,00	250 000,00	0,00
Total des provisions	484 307,00	462 732,00	100 000,00	584 307,00	262 732,00

2. Tableau des dépréciations

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00

3 Tableau des variations de stocks

Nature des stocks et des en-cours	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations des stocks en augmentation (entrées)	Variations des stocks en diminution (sorties)	Solde à la clôture de l'exercice
Animaux et végétaux	0,00	0,00	0,00	0,00
Matières premières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de biens	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de services	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks en voie d'acheminement, mis en dépôt ou donnés en consignation	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00

4. Tableau des immobilisations

Rubriques et postes	Augmentations			Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
	Valeur brute au début de l'exercice	Par virement de poste à poste	Acquisitions/ Mises à disposition /	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles	639 827,16	0,00	2 790,00	0,00	0,00	642 617,16
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	639 827,16	0,00	2 790,00	0,00	0,00	642 617,16
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	17 944 727,80	0,00	361 293,22	0,00	0,00	18 306 021,02
Terrains	1 916 604,04	0,00	0,00	0,00	0,00	1 916 604,04
Constructions	9 086 191,77	0,00	0,00	0,00	0,00	9 086 191,77
Installations techniques, matériels, et outillage	3 517 220,76	0,00	196 829,46	0,00	0,00	3 714 050,22
Collections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	356 697,70	0,00	0,00	0,00	0,00	356 697,70
Autres immobilisations corporelles	3 068 013,53	0,00	164 463,76	0,00	0,00	3 232 477,29
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	299 153,83	0,00	343 008,46	0,00	0,00	642 162,29
Immobilisations grevées de droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiale)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des sociétés en participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières	1 290,00	0,00	0,00	0,00	1 110,00	180,00
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés (droit de créance)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et cautionnements versés	1 290,00	0,00	0,00	0,00	1 110,00	180,00
Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	18 884 998,79	0,00	707 091,68 €	0,00	1 110,00	19 590 980,47

5. Tableau des amortissement

Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	541 450,77	42 703,78	0,00	584 154,55
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	541 450,77	42 703,78	0,00	584 154,55
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	6 536 227,91	1 442 928,71	0,00	7 979 156,62
Terrains	724,33	348,61	0,00	1 072,94
Constructions	1 823 493,00	915 806,40	0,00	2 739 299,40
Installations techniques, matériels, et outillage	1 738 425,30	292 987,36	0,00	2 031 412,66
Collections	0,00	7 228,75	0,00	7 228,75
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	338 924,50	0,00	0,00	338 924,50
Autres immobilisations corporelles	2 634 660,78	226 557,59	0,00	2 861 218,37
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Participations et créances rattachées à des participations (SO)				
Titres de participation				
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiale)				
Autres formes de participation				
Créances rattachées à des participations				
Créances rattachées à des sociétés en participation				
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés				
Autres immobilisations financières (SO)				
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)				
Titres immobilisés (droit de créance)				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Prêts				
Dépôts et cautionnements versés				
Autres créances immobilisées				
TOTAUX	7 077 678,68	1 485 632,49	0,00	8 563 311,17

6. Tableau des financements de l'actif

		Augmentations			Diminutions			
Rubriques et postes	Cumul au début de l'exercice	Financements reçus	Financements reconstitués suite à la reprise de la dépréciation de l'actif financé	Cellule à masquer	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	C
IF PAR L'ETAT	944 148,10	104 901,29	0,00	0,00	15 294,50	0,00	0,00	
és à un actif	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	
n actif	944 148,10	104 901,29	0,00	0,00	15 294,50	0,00	0,00	
nent des actifs mis à disposition des	913 071,46	0,00	0,00	0,00	6 590,16		0,00	
nent des actifs remis en pleine propriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
actifs :								
	1 945,90	40 987,15	0,00	0,00	3 490,61		0,00	
ale de la recherche (ANR) - IA	21 974,48	48 967,04	0,00	0,00	10 123,25		0,00	
	7 156,26	14 947,10	0,00	0,00	-4 909,52		0,00	
IF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	8 926 262,91	438 702,49	0,00	0,00	1 155 213,04	0,00	0,00	
s à un actif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	
	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	
its de communes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	
blissement publics	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	
	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	
	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	
	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	
n actif	8 926 262,91	438 702,49	0,00	0,00	1 155 213,04	0,00	0,00	
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
	5 868,34	5 112,75	0,00	0,00	2 010,63		0,00	
its de communes	-2 642,92	1 695,37	0,00	0,00	-2 410,51		0,00	
blissement publics	8 832 487,08	423 116,46	0,00	0,00	120 293,79		0,00	
	-3 102,49	4 174,54	0,00	0,00	53 337,78		0,00	
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
	93 652,90	4 603,37	0,00	0,00	981 981,35		0,00	
TOTAUX	9 870 411,01	543 603,78	0,00	0,00	1 170 507,54	0,00	0,00	

7. Tableau des filiales et participations

Informations financières	Niveau de Contrôle (quote-part détenue)	Apport de fonds effectués (3)	Observations
Filiales et participations (1)			
A. Renseignements concernant les filiales (2)			
1. Filiales françaises			NEANT
2. Filiales étrangères			NEANT
B. Renseignements concernant les participations (2)			
1. Participations dans des entités françaises			NEANT
2. Participations dans des entités étrangères			NEANT

8. Tableau des créances

Rubriques et postes	Montants	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	180,00	0,00	180,00
- Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
- Prêts	0,00	0,00	0,00
- Autres créances immobilisées	180,00	0,00	180,00
		0,00	0,00
Créances de l'actif circulant	6 703 738,92	6 622 336,23	81 402,69
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	383 535,43	349 367,83	34 167,60
- Créances clients et comptes rattachés	5 972 091,84	5 972 091,84	0,00
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes versés sur commandes	26 210,91	26 210,91	0,00
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00
- Créances sur les autres débiteurs	93 695,90	46 460,81	47 235,09
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	228 204,84	228 204,84	0,00
TOTAUX	6 703 918,92	6 622 336,23	81 582,69

9. Tableau des dettes

Rubriques et postes	Montants	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus d'5 ans
Dettes financières	493,90	0,00	493,90	0,00
- Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
- Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dettes financières et autres emprunts	493,90	0,00	493,90	0,00
		0,00	0,00	0,00
Dettes non financières	12 628 159,31	8 723 510,93	3 825 353,95	79 294,43
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	886 233,50	886 233,50	0,00	0,00
- Dettes fiscales et sociales	105 252,89	105 252,89	0,00	0,00
- Avances et acomptes reçus	11 220 132,47	7 362 120,59	3 798 008,89	60 002,99
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	76 581,38	47 859,86	18 387,57	10 333,95
- Autres dettes non financières	339 959,07	322 044,09	8 957,49	8 957,49
- Produits constatés d'avance	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	12 628 653,21	8 723 510,93	3 825 847,85	79 294,43



Le Président

Cabinet de la Présidence
Tél : +33 (0)1 53 63 61 86
Presidence.ephe@ephe.psl.eu
Site : www.ephe.fr

À l'attention de
Madame Florence Pestie
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Affaire suivie par :
Raphaël BESSONIES
Agent comptable-Directeur
Direction financière et comptable
Tél : +33 (0)1 53 63 61 40
raphael.bessonies@ephe.psl.eu

Paris, le 23 avril 2024

Réf. : MH / RB / RB / 2024 - 047

Objet : Exercice clos le 31 décembre 2023

Cette lettre vous est adressée en application de vos normes d'exercice professionnel, dans le cadre de vos contrôles relatifs à l'audit des comptes annuels de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes afférant à l'exercice clos le 31 décembre 2023 (ci-après les "Etats Financiers"). Ces Etats Financiers font apparaître à cette date des fonds propres de 15 489 521 euros y compris une perte de 1 439 443 euros.

En tant que responsables de l'établissement des Etats Financiers et du contrôle interne afférent à leur préparation, nous vous confirmons ci-après, en toute bonne foi et au mieux de notre connaissance, les informations et affirmations qui vous ont été fournies dans le cadre de votre mission :

1. Les Etats Financiers arrêtés par le Président et l'Agent comptable le 23 avril 2024 ont été établis de manière régulière et sincère, pour donner une image fidèle de la situation financière et du résultat de l'entité conformément aux règles et principes comptables français tels qu'appliqués par les établissements publics.
2. Des contrôles destinés à prévenir et détecter les erreurs et les fraudes ont été conçus et mis en œuvre. Nous vous avons communiqué tout changement significatif effectué dans nos process, contrôles, politiques et procédures sur notre système de contrôle interne.
3. Nous avons pris connaissance de l'état, joint en annexe, des anomalies relevées lors de l'audit et non corrigées. Nous considérons que ces anomalies, seules ou cumulées, ne sont pas significatives au regard des Etats Financiers pris dans leur ensemble.
4. Nous n'avons pas connaissance de faiblesses significatives du contrôle interne ou de déficiences majeures.
5. A ce jour, nous n'avons connaissance d'aucun événement, autre que ceux déjà pris en compte, survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrêté des Etats Financiers et/ou du rapport de gestion, qui nécessiterait un traitement comptable ou une mention dans les notes aux Etats Financiers et/ou dans le rapport de gestion.

Les événements importants survenus, le cas échéant, depuis la date d'arrêté des Etats Financiers et/ou du rapport de gestion feront l'objet d'une communication au



conseil d'administration d'approbation des comptes.

6. Nous avons mis à votre disposition tous les documents comptables, les contrats ayant ou pouvant avoir une incidence significative sur les Etats Financiers, les procès-verbaux des conseils d'administration et des réunions des organes sociaux tenues au cours de l'exercice et jusqu'à la date de cette lettre. Nous n'avons connaissance d'aucun rapport, avis, ou position émanant d'organismes de contrôle ou de tutelle dont le contenu pourrait avoir une incidence significative sur les Etats Financiers.
7. Nous vous avons fait part de nos décisions de gestion et de nos jugements susceptibles d'avoir une incidence significative dans l'établissement des Etats Financiers.
8. Nous vous avons fourni toutes les informations supplémentaires que vous nous avez demandées et laissé libre accès aux personnes au sein de l'entité que vous avez souhaité rencontrer pour les besoins de l'audit.
9. Nous vous avons fait part de notre appréciation sur le risque que les Etats Financiers puissent comporter des anomalies significatives résultant de fraudes.

Nous n'avons pas connaissance de :

- a. fraudes suspectées ou avérées, impliquant la direction, des employés ayant un rôle clé dans le dispositif de contrôle interne, ou d'autres personnes dès lors que la fraude est susceptible d'entraîner des anomalies significatives dans les Etats Financiers ;
 - b. allégations de fraude susceptibles d'avoir un impact sur les Etats Financiers provenant d'employés, d'anciens employés, d'analystes, de régulateurs ou d'autres personnes.
10. Nous avons appliqué, au mieux de notre connaissance, les textes légaux et réglementaires. Des procédures ont été conçues et mises en œuvre dans l'entité, visant à garantir le respect de ces textes légaux et réglementaires.
Nous n'avons pas connaissance de cas de non-respect susceptible de conduire à des anomalies significatives dans les Etats Financiers.
 11. Toutes les opérations de l'exercice et toutes les conséquences financières de tout accord/contrat, ont été enregistrées et correctement traduites dans les Etats Financiers, y compris le cas échéant dans l'état des éléments hors-bilan.
 12. Les scénarios présentés et les principales hypothèses retenues pour l'établissement des estimations comptables, nous paraissent raisonnables, tiennent compte de toutes les informations dont nous disposons et reflètent nos intentions ainsi que la capacité de l'entité à la date d'arrêté des Etats Financiers par le Président et l', à mener à bien les actions envisagées. Nous n'avons pas connaissance d'éléments qui seraient de nature à remettre en cause les scénarios présentés et les hypothèses retenues.
 13. S'agissant des risques climatiques, nous vous confirmons, au mieux de notre connaissance et compte tenu des engagements pris par l'entité que :
 - a) Nous les avons pris en considération dans les estimations comptables clés présentées dans les Etats Financiers,
 - b) Le cas échéant, les notes aux Etats Financiers présentent les principaux jugements effectués et les sources majeures d'incertitude, et



- c) Les hypothèses utilisées pour la préparation des Etats Financiers sont cohérentes avec les engagements annoncés ainsi que les informations présentées dans les autres supports de communication (rapport de gestion, etc.).
14. S'agissant des conditions macroéconomiques (pressions inflationnistes, hausse des taux d'intérêt ainsi que des coûts de matières premières et de l'énergie, pénuries, volatilité des taux de change), nous vous confirmons au mieux de notre connaissance que :
- a) Nous les avons prises en considération dans les estimations comptables clés présentées dans les Etats Financiers,
 - b) Le cas échéant, les notes aux Etats Financiers présentent les principaux jugements effectués et les sources majeures d'incertitude, et
 - c) Les hypothèses utilisées pour la préparation des Etats Financiers sont cohérentes avec les informations présentées dans les autres communications (communiqués de presse, rapport de gestion, etc...).
15. Tous les amortissements et toutes les dépréciations nécessaires ont été constituées pour ramener les éléments d'actif à leur valeur actuelle :
- Les durées et modes d'amortissement reflètent la consommation des avantages économiques futurs associés.
 - Nous avons apprécié l'existence d'indices de perte de valeur des actifs non financiers et lorsqu'il y en avait, ces actifs non financiers ont fait l'objet d'un test de dépréciation.
 - Toutes les dépréciations nécessaires ont été constituées pour couvrir le risque résiduel de non-paiement des créances commerciales .
16. Tous les passifs et passifs éventuels dont nous avons connaissance sont inclus dans les Etats Financiers. Nous confirmons avoir pris en compte les risques climatiques, au mieux de notre connaissance, ainsi que les éventuels engagements pris par l'entité dans l'évaluation des provisions.
17. Nous avons soigneusement examiné, en liaison avec nos conseils juridiques et/ou nos avocats, les divers éléments de nos engagements, passifs éventuels relatifs notamment aux aspects environnementaux et sociaux, procès en cours, déclarations fiscales non prescrites ainsi que toute poursuite judiciaire, affaire contentieuse ou rectification fiscale en cours ou probable et nous considérons que les provisions et indications complémentaires figurant à ce titre dans les Etats Financiers reflètent les jugements exercés ainsi que la situation future estimée la plus probable en cohérence avec les décisions prises ou les actions envisagées.
18. L'information que nous vous avons fournie sur l'identité des parties liées ainsi que sur les relations et transactions avec celles-ci est exhaustive. Leur traitement comptable, y compris l'information donnée dans les notes aux Etats Financiers est conforme aux règles et principes comptables français. Les transactions avec les parties liées non mentionnées dans les notes ne présentent pas une importance significative ou ont été conclues aux conditions normales de marché.
19. Le rapport de gestion contient toutes les informations requises par le décret relatif à la gestion budgétaire et comptable public modifié du 7 novembre 2012.
20. Il n'y a pas d'éléments nouveaux par rapport aux informations qui vous ont été précédemment communiquées afin d'identifier le(s) bénéficiaire(s) effectif(s) au sens



des articles R.561-1 et suivants du code monétaire et financier.

21. Nous vous avons signalé tous les incidents de cyber sécurité susceptibles d'avoir un impact significatif sur les Etats Financiers.

Depuis le début de l'exercice jusqu'à la date de la présente lettre, nous vous avons communiqué, au mieux de notre connaissance, (1) tout accès non autorisé à nos systèmes d'information qui a eu lieu ou a probablement eu lieu, ainsi que les rapports qui nous ont été transmis par des tiers (y compris des organismes de régulation et de contrôle ou des consultants en sécurité), dans la mesure où de tels accès non autorisés à nos systèmes d'information sont susceptibles d'avoir, individuellement ou collectivement, une incidence significative sur les Etats Financiers, et (2) toute attaque de rançongiciel (ransomware) pour laquelle nous avons payé, ou envisageons de payer, une rançon, quel qu'en soit le montant.

Monsieur Le Président

Michel Hochmann

Monsieur L'Agent comptable

Raphaël Bessonies



Annexe à la lettre d'affirmation relative aux comptes annuels établis en principes comptables français de l'exercice clos le 31 décembre 2023

> Etat des anomalies relevées et non corrigées ayant un impact sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et ayant conduit à formuler les réserves suivantes :

- Les subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques sont comptabilisées pour un montant de 5 099 k€ dans les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023. La direction de l'établissement n'a pas été en mesure de nous fournir la documentation permettant de justifier la comptabilisation de ce produit. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'exhaustivité, l'existence et l'exactitude de ce solde comptable ainsi que sa contrepartie bilancielle en « Créances sur les clients et comptes rattachés ».

- Au 31 décembre 2023, les ventes de biens et prestations de services comprennent un montant de 1 249 k€ correspondant à la mise à disposition de personnel facturé. L'établissement n'a pas été en mesure de nous fournir les éléments probants permettant de justifier de la comptabilisation de ces produits. Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de nous prononcer sur l'exhaustivité, l'existence et l'exactitude de ce poste comptable ainsi que sa contrepartie bilancielle en « Créances sur les clients et comptes rattachés ».

- La provision pour congés payés est comptabilisée en dettes fiscales et sociales pour 35 K€ au 31 décembre 2023. L'établissement n'a pas été en mesure de nous fournir la documentation permettant de justifier ce poste. Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de nous prononcer sur l'exhaustivité, l'existence et l'exactitude de ce solde comptable.

- Par ailleurs, les postes dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes et reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement) sont surévalués de 263 k€.

> Liste des autres anomalies relevées et non corrigées portant sur la présentation des comptes annuels ou sur l'annexe

Il conviendrait de reclasser des charges du poste salaires, traitements et rémunérations diverses vers le poste charges sociales pour un montant de 334 k€.

